

VILLE D'ESSEY-LÈS-NANCY

DÉPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE ARRONDISSEMENT DE NANCY CANTON DE SAINT MAX

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2021

tenu sous la présidence de
Michel BREUILLE Maire

- Nombre de Conseillers en exercice : 29
- Nombre de présents : 27
- Nombre de votants : 27
- Convocation du Conseil municipal le : 17 septembre 2021
- Convocation distribuée le : 17 septembre 2021
- Affichage du compte-rendu le : 1^{er} octobre 2021
- Affichage du procès-verbal le : 19 novembre 2021

PRÉSENTS

- M. LAURENT, MME CADET, M. THOUVENIN, MME DEVOUGE, M. VOGIN, MME POYDENOT, M. ROSSIGNON, MME BARDOUL, Adjoints.
- M. BRUNE, M. SAPIRSTEIN, MME SCHINDLER, M. BOURGUIGNON, MME LOZINGUEZ, MME BLONDELET, MME HOUSSIN, M. KOENIG, M. VOIDIER, MME DROUVILLE, M. HOFFER, MME MALARY, MME MENZRI, M. PERRI, MME CHOPIN-RENAULD, M. KATZ, M. CHEVARDÉ, M. RIFF, Conseillers municipaux.

ABSENT

- M. Kamal EL JAOUHARI
- MME Caroline CREUSOT

SECRÉTAIRE DE SÉANCE

- M. Hubert ROSSIGNON

1°) Organisation de la réunion du Conseil municipal du 27 septembre 2021 dans la salle culturelle Maringer

Rapporteur : M. LE MAIRE

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément à la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire, prorogeant jusqu'au 30 septembre 2021 les dispositions de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 relative à la tenue des réunions des assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, la séance du conseil municipal du 27 septembre 2021 peut se tenir dans la salle des fêtes Maringer avec un nombre maximal de personnes autorisées à y assister fixé à 15.

PROPOSITION

Il est proposé au Conseil municipal de décider que la présente réunion puisse se tenir ce 27 septembre dans la salle culturelle Maringer.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la proposition ci-dessus.

2°) Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 28.06.2021

Le procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2021 est approuvé à l'unanimité.

3°) Exercice des compétences déléguées

Rapporteur : M. LE MAIRE

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre des compétences qui lui ont été déléguées par délibération du 25 mai 2020, en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a :

1.- accepté le 10 juin 2021, la convention portant sur l'organisation du concert du groupe LA JARRY, dans le cadre du festival Essey Chantant, entre JAMIE PRODUCTIONS et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le dimanche 4 juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à JAMIE PRODUCTIONS la somme de 1 266 euros TTC ;

2.- accepté le 10 juin 2021, la convention portant sur l'organisation du concert du groupe ALAMBIG, dans le cadre du festival Essey Chantant, entre l'association ALAMBIG BAND et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le dimanche 4 juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à l'association ALAMBIG BAND la somme de 900 euros TTC ;

3.- accepté le 10 juin 2021, la convention portant sur l'organisation du concert du groupe MOVA BUNDA, dans le cadre du festival Essey Chantant, entre l'association LES SOUFFLANTS RUGISSANTS et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le dimanche 4 juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à l'association LES SOUFFLANTS RUGISSANTS la somme de 600 euros ;

4.- accepté le 10 juin 2021, la convention portant sur l'organisation du spectacle KIDZISTAN, dans le cadre du festival Essey Chantant, entre LA COMPAGNIE DES 3 TRÉSORS et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le jeudi 1^{er} juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à LA COMPAGNIE DES 3 TRÉSORS la somme de 2 000 euros ;

5.- accepté le 10 juin 2021, la convention portant sur la prestation son et lumière, dans le cadre du festival Essey Chantant entre MEDIASONIC et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le dimanche 4 juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à MEDIASONIC la somme de 2 223,43 euros TTC ;

6.- accepté le 10 juin 2021, la convention portant sur l'organisation du spectacle BB Rock, dans le cadre du festival Essey Chantant, entre l'association VIS-A-VIS et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le vendredi 2 juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à l'association VIS-A-VIS la somme de 450 euros TTC ;

7.- accepté le 15 juin 2021, la convention proposée par la Métropole du Grand Nancy concernant la valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE).

La convention est conclue jusqu'au 30 novembre 2021.

Le Grand Nancy s'engage à reverser intégralement les sommes correspondant au CEE à la Ville conformément au montant fixé comme suit : somme versée = nombre de MWH Eumac X 5,8 euros ;

8.- accepté le 15 juin 2021, le contrat de mise à disposition d'un mailing relatif aux nouveaux habitants de la commune en 2021 proposé par la Poste pour un montant de 70 euros HT ;

9.- accepté le 15 juin 2021, l'avenant au contrat de mise à disposition d'un mailing relatif aux nouveaux habitants de la commune en 2021 proposé par la Poste.

Le présent avenant précise les conditions applicables au contrat susvisé relatives à la facturation et aux conditions de paiement, aux intérêts moratoires, à la durée du contrat, aux incidents et retard de paiement et aux règlements des différends conformément à la réglementation applicable aux collectivités territoriales ;

10.- accepté le 21 juin 2021, l'offre de la société LA NANCÉIENNE D'IMPRESSION, sise 3 ter rue Georges Bizet à 54500 VANDŒUVRE, relative au lot n°1 pour l'impression et le façonnage du bulletin municipal.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, conclu pour une durée de 48 mois à compter de la notification du marché.

Le montant des commandes sur la durée du marché s'élève à 35 000 € HT minimum et 50.000 € HT maximum ;

11.- accepté le 21 juin 2021, l'offre de la société IMPRIMERIE PARADIS, sise 11 rue du Réverbère à 54300 LUNÉVILLE, relative au lot n°2 pour l'impression et le façonnage des supports de communication et de la papeterie de la collectivité.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, conclu pour une durée de 48 mois à compter de la notification du marché.

Le montant des commandes sur la durée du marché s'élève à 10 000 € HT minimum et 20 000 € HT maximum ;

12.- accepté le 23 juin 2021, la candidature de la boulangerie AUTRE SAS ENZO, sise 30 rue Raymond Poincaré à 54000 NANCY, pour la confection et la livraison de pain de tradition française afin d'accompagner les repas pris par les enfants, lors de la restauration scolaire et de l'accueil de loisirs.

Le montant de la proposition financière retenue s'élève à 4 740 euros hors taxes minimum par an pour une durée d'un an renouvelable à deux reprises ;

13.- accepté le 24 juin 2021, l'offre de la société LA MAISON DU FLYER, sise 3 rue de Saurupt à 54130 SAINT-MAX, relative à la distribution du bulletin municipal.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification du marché et renouvelable 1 fois.

Le montant de la proposition financière retenue s'élève à 280 € HT par distribution, soit 1 400 € HT par an (5 numéros) ;

14.- accepté le 29 juin 2021, l'avenant n°1 faisant état d'une offre de prix en plus-value d'un montant de 1 000 euros HT, proposé par l'entreprise PRESTINI TP, sise 19 quai de Phalsbourg à 54300 LUNÉVILLE, pour les travaux de récupération et de déconnexion des eaux pluviales pour l'arrosage du jardin partagé Galilée, en raison d'une prolongation de la durée des travaux et de travaux supplémentaires.

En conséquence, le montant du marché s'élève à 42 887 euros HT.

La durée d'exécution des travaux a été prolongée de 2 semaines ;

15.- accepté le 30 juin 2021, la convention proposée à Monsieur Nicolas CARLIN, éducateur socioculturel, intervenant dans le cadre de l'opération « ATELIER BETONIC ».

La convention est entrée en vigueur le mercredi 7 juillet 2021.

Monsieur Nicolas CARLIN est intervenu pour assurer un atelier culturel.

En contrepartie de ses prestations, Monsieur Nicolas CARLIN a été rémunéré à raison de 75 euros TTC ;

16.- accepté le 30 juin 2021, la convention proposée à l'association SPRAYLAB intervenant dans le cadre de l'opération « ATELIER GRAFFITI ».

La convention est entrée en vigueur le mercredi 7 juillet 2021 de 14h00 à 16h00.

L'association SPRAYLAB est intervenue pour assurer un atelier culturel.

En contrepartie de ses prestations, l'association SPRAYLAB a été rémunérée à raison de 240 euros TTC ;

17.- attribué le 2 juillet 2021, le marché relatif au lot n°1 Terrassement terrain et serrurerie à l'entreprise COLAS NORD EST, sise 7 allée des Tilleuls à 54181 HEILLECOURT, pour les travaux de création d'un terrain de football en gazon synthétique à Essey-lès-Nancy.

La réalisation du drainage et des équipements sportifs est sous-traitée à l'entreprise DHR SAS, sise 2 chemin de Préville à 57160 MOULIN-LES-METZ.

Le titulaire du marché sera rémunéré sur la base de l'acte d'engagement dont le montant total est fixé à 380 362,95 euros HT dont 68 330 euros HT pour le sous-traitant.

Le délai d'exécution est fixé à 3 mois, hors période de préparation.

Le début des travaux sera fixé par ordre de service ;

18.- attribué le 2 juillet 2021, le marché relatif au lot n°2 Gazon synthétique à l'entreprise DHR, sise 2 chemin de Préville à 57160 MOULIN-LES-METZ, pour les travaux de création d'un terrain de football en gazon synthétique à Essey-lès-Nancy.

Le titulaire du marché sera rémunéré sur la base de l'acte d'engagement dont le montant total est fixé à 252 037,20 euros HT.

Le délai d'exécution est fixé à 3 mois, hors période de préparation.

Le début des travaux sera fixé par ordre de service ;

19.- attribué le 2 juillet 2021, le marché relatif au lot n°3 Éclairage à l'entreprise DRTP, sise 45 rue du Faubourg du Pont à 89600 SAINT-FLORENTIN, pour les travaux de création d'un terrain de football en gazon synthétique à Essey-lès-Nancy.

Le titulaire du marché sera rémunéré sur la base de l'acte d'engagement dont le montant total est fixé à 117 015 euros HT.

Le délai d'exécution est fixé à 3 mois, hors période de préparation.

Le début des travaux sera fixé par ordre de service ;

20.- attribué le 2 juillet 2021, le marché relatif au lot n°4 Aménagement paysager à l'entreprise DHR, sise 2 chemin de Préville à 57160 MOULIN-LES-METZ, pour les travaux de création d'un terrain de football en gazon synthétique à Essey-lès-Nancy.

Le titulaire du marché sera rémunéré sur la base de l'acte d'engagement dont le montant total est fixé à 12 326,30 euros HT.

Le délai d'exécution est fixé à 3 mois, hors période de préparation.

Le début des travaux sera fixé par ordre de service ;

21.- accepté le 4 juillet 2021, l'avenant à la convention portant sur l'organisation du spectacle KIDZISTAN, dans le cadre du festival Essey Chantant, entre LA COMPAGNIE DES 3 TRÉSORS et la ville d'Essey-lès-Nancy.

L'avenant à la convention a été établi pour le jeudi 1^{er} juillet 2021 au parc Maringer.

La municipalité a versé à LA COMPAGNIE DES 3 TRÉSORS la somme de 300 euros.

En contrepartie, la LA COMPAGNIE DES 3 TRÉSORS a joué 6 concerts au lieu des 4 initialement prévus;

22.- accordé le 5 juillet 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y conserver une sépulture particulière, une concession de 30 ans à compter du 19 décembre 2014 de 2 mètres superficiels, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de terrain N°G-20 est accordée à titre de renouvellement de concession moyennant la somme de 138 euros ;

23.- accordé le 7 juillet 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y conserver une sépulture particulière, une concession de 30 ans à compter du 20 mai 2020 de 2 mètres superficiels, dans le cimetière paysager.

Cette concession de terrain N°TOMBES-86 est accordée à titre de renouvellement de concession moyennant la somme de 148 euros ;

24.- accepté le 8 juillet 2021, la convention portant sur la prise en charge de 2 séances d'analyse professionnelle des pratiques auprès des accueillantes du lieu d'accueil enfants-parents, entre Madame Aline CAMARA et la municipalité d'Essey-lès-Nancy.

La convention est établie pour les lundis 19 juillet et 30 août 2021 de 14h00 à 16h00, à la Maison de la Parentalité.

En contrepartie, la ville d'Essey-lès-Nancy versera à Madame Aline CAMARA la somme de 215 euros TTC par séance ;

25.- accepté le 16 juillet 2021, la proposition de la société LORRAINE REPRO sise 22 rue de Malzéville à 54000 NANCY, représentée par son directeur général,

Monsieur Didier LEMOY, pour la variante et options reconnaissance optique de caractères.

Les prestations de service de location, d'installation, de mise en service et de maintenance de 12 copieurs multifonctions numériques ont été estimées à 66 389,05 euros sur la durée du marché de 5 ans.

Le coût du marché se divise entre le prix de location des 12 copieurs multifonctions numériques ainsi que le prix de maintenance représentant le coût des copies.

Le prix de location du matériel est forfaitaire et ferme pendant toute la durée du contrat et s'élève à 38 712 euros.

Le coût des copies est ferme et garanti jusqu'au terme de la première année et a été estimé à 27 665,05 euros sur toute la durée du contrat. L'option reconnaissance optique de caractères représente quant à lui 12 euros ;

26.- accepté le 16 juillet 2021, l'offre de la société SIE Solutions Informatiques et Expertises portant sur l'acquisition et le déploiement de 11 écrans numériques interactifs, 11 PC portables dédiés et une classe mobile de tablettes pour un montant total de 45 882 euros HT.

La mise à niveau du socle numérique de base de 11 classes des écoles élémentaires sera financée par une subvention de 26 950 euros et, pour le reste, sur fonds propres ;

27.- accordé le 16 juillet 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y conserver une sépulture particulière, une concession de 30 ans à compter du 13 juillet 2021 de 2 mètres superficiels, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de terrain N°Z-15 est accordée à titre de renouvellement de concession moyennant la somme de 148 euros ;

28.- accepté le 21 juillet 2021, la proposition de renouvellement d'adhésion à l'agence SCALEN.

La commune a acquitté la somme de 20 euros correspondant au montant de la cotisation fixé pour l'année 2021 ;

29.- accepté le 22 juillet 2021, la proposition de la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE RESTAURATION ET SERVICES (SODEXO ÉDUCATION), sise 6 rue de la Redoute 78280 GUYANCOURT, représentée par son directeur régional, Monsieur Sylvain MALLET, dûment habilité, avec l'option n°1 - « Trois composantes bio par repas ».

Les prestations de restauration s'élèveront au minimum à 270 000 euros HT pour la durée du marché de 3 ans ;

30.- accordé le 23 juillet 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y conserver une sépulture particulière, une concession de 15 ans à compter du 28 novembre 2012 de 2 mètres superficiels, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de terrain N°G-24 est accordée à titre de renouvellement de concession moyennant la somme de 54 euros ;

31.- accepté le 23 juillet 2021, la convention portant sur l'organisation du concert du groupe CHRIS MÉTÉORE, dans le cadre d'Estiv'Live, entre NEMROD PRODUCTION et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le samedi 31 juillet 2021 à Mouzimpré.

La municipalité a versé à NEMROD PRODUCTION la somme de 1 000 euros TTC ;

32.- accepté le 27 juillet 2021, la convention d'hébergement des élèves de l'École d'Application du Centre d'Essey-lès-Nancy pour une limite n'excédant pas 45 élèves entre le CREPS de Lorraine et la ville d'Essey-lès-Nancy.

Elle a pris effet à compter du 2 septembre 2021 jusqu'au terme de l'année scolaire.

Pendant la durée de la convention, le CREPS de Lorraine fournira le repas de midi les lundis, mardis, jeudis et vendredis aux élèves de l'École d'Application du Centre d'Essey-lès-Nancy.

En contrepartie, la ville d'Essey-lès-Nancy versera au CREPS de Lorraine le prix de la demi-pension, fixé à 4,50 euros TTC pour chaque repas ;

33.- décidé le 27 juillet 2021, la convention portant sur l'organisation du concert d'ATENZA, dans le cadre d'Estiv'Live, entre OWPROD et la ville d'Essey-lès-Nancy.

La convention a été établie pour le samedi 31 juillet 2021 à Mouzimpré.

La municipalité a versé à OWPROD la somme de 180 euros TTC ;

34.- décidé le 2 août 2021, de procéder à la reprise des terrains concédés arrivés à expiration suivants, afin d'assurer une rotation normale dans l'attribution des concessions temporaires consenties dans le cimetière pour l'attribution d'emplacements de sépultures :

1° - La concession centenaire accordée avant le 2 août 1921 :

Allée	Famille	Date d'expiration
- Z 33	CHAUMONT HUMBERT	26/06/2012

(ancienne numérotation est inférieur 36)

2° - La concession cinquantenaire accordée avant le 2 août 1971 :

Allée	Famille	Date d'expiration
- Z 31	RIVARD-MOREL	10/02/2010

(ancienne numérotation est inférieur 34)

3° - Les concessions trentenaires accordées avant le 2 août 1991 :

Allée	Famille	Date d'expiration
- Z 28	LOYSON-LAUCK	25/05/1934

(ancienne numérotation est inférieur 31)
- Z 35 FLEUROT-PIERRE DIT MERY 20/02/2011
(ancienne numérotation est inférieur 38)
- Z 58 ORNY-HUMBERT 28/01/1980
(ancienne numérotation est supérieur 6) ;

35.- accordé le 2 août 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y fonder une sépulture familiale, une concession de 30 ans à compter du 30 juillet 2021, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de caverne N°K-24 est accordée à titre de concession nouvelle moyennant la somme de 148 euros ;

36.- accordé le 11 août 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y fonder une sépulture familiale, une concession de 30 ans à compter du 9 août 2021, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de caverne N°K-12 est accordée à titre de concession nouvelle moyennant la somme de 148 euros ;

37.- accepté le 12 août 2021, l'indemnité de remboursement des émoluments de Maître Géhin désigné pour défendre les intérêts de la commune proposée par la société GROUPAMA, dans le cadre du contentieux opposant la ville d'Essey-lès-Nancy à la société AECP Conseil devant le Tribunal administratif de Nancy, pour un montant de 1 561 euros ;

38.- accepté le 12 août 2021, le contrat d'engagement de prestation portant sur l'organisation d'un spectacle « boom d'Halloween » à destination des enfants de 0 à 6 ans et de leurs accompagnants, entre Monsieur David JACQUET et la municipalité d'Essey-lès-Nancy.

Le contrat d'engagement de prestation est établi pour la séance du vendredi 29 octobre 2021 à 9h45 à l'espace Bérim, rue des Basses Ruelles.

En contrepartie, la ville d'Essey-lès-Nancy versera à Monsieur David JACQUET la somme de 350 euros TTC pour l'ensemble de la prestation ;

39.- accepté le 18 août 2021, la convention proposée à Monsieur Jonathan LULLO, animateur socioculturel et sportif intervenant dans le cadre de l'opération « ANIM'ADOS ».

La convention est entrée en vigueur le 23 août et s'est achevée le 27 août 2021.

Monsieur Jonathan LULLO est intervenu pour assurer l'encadrement des activités mises en place pendant les vacances scolaires, selon le planning défini par le service jeunesse.

En contrepartie de ses prestations, Monsieur Jonathan LULLO a été rémunéré à raison de 18,46 € TTC l'heure d'animation ;

40.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée

par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « École Internationale d'Aïkido Traditionnel-Dojos 54 » en vue d'y enseigner la pratique de l'aïkido et disciplines associées du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022, les jeudis de 20h00 à 22h00 dans l'annexe ;

41.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « Gymnastique Club » en vue d'y enseigner la pratique de la gymnastique et disciplines associées du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022 :

- les mardis de 17h00 à 19h15 dans l'annexe,
- les mardis de 18h30 à 20h30 dans la salle,
- les jeudis de 18h30 à 19h30 dans la salle ;

42.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « Royal Team » en vue d'y enseigner la pratique du kick-boxing et disciplines associées du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022 :

- les lundis de 17h00 à 18h00 dans l'annexe,
- les jeudis de 18h00 à 20h00 dans l'annexe,
- les vendredis de 17h00 à 19h30 dans l'annexe,
- les samedis de 17h00 à 19h00 dans l'annexe ;

43.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « Loonest » en vue d'y enseigner la pratique du break dance du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022 :

- les vendredis de 21h30 à 23h00 dans l'annexe
- les samedis de 14h00 à 17h00 dans la salle ;

44.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « Shotokan Karaté » en vue d'y enseigner la pratique du Karaté et disciplines associées du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022 :

- les lundis de 18h00 à 19h30 dans la salle,
- les lundis de 18h00 à 21h00 dans l'annexe,
- les mardis de 19h30 à 21h30 dans l'annexe,
- les mercredis de 18h00 à 19h30 dans la salle,
- les mercredis de 17h00 à 21h00 dans l'annexe,
- les vendredis de 19h30 à 21h30 dans l'annexe,
- les samedis de 10h00 à 12h00 dans l'annexe ;

45.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « Saint Max Essey Club Athlétic » en vue d'y enseigner la pratique de l'athlétisme du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022, les samedis de 10h00 à 12h00 ;

46.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « SMEPS 54 Handball » en vue d'y enseigner la pratique du Handball du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022, les mardis et jeudis de 17h00 à 18h30, dans la salle ;

47.- accepté le 18 août 2021, la convention de mise à disposition du Gymnase Émile Gallé situé 10 rue du Général de Gaulle 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par le Syndicat Intercommunautaire Scolaire du 1^{er} cycle de Nancy, représenté par Monsieur Alain BOULANGER, le Président.

Le gymnase est mis gracieusement à disposition de l'association « Tennis de table Essey-lès-Nancy » en vue d'y enseigner la pratique du Tennis de table du 6 septembre au 19 décembre 2021 et du 3 janvier au 21 août 2022 :

- les mercredis de 17h00 à 19h00
- les mercredis de 20h30 à 23h00
- les vendredis de 19h00 à 0h00
- les samedis de 17h00 à 18h30
- les dimanches de 8h00 à 19h00 (championnat et tournois) ;

48.- accordé le 18 août 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y conserver une sépulture familiale, une concession de 15 ans à compter du 7 juin 2021 de 2 mètres superficiels, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de terrain N°W-15 est accordée à titre de renouvellement de concession moyennant la somme de 61 euros ;

49.- accordé le 19 août 2021, au nom d'un demandeur et à l'effet d'y conserver une sépulture familiale, une concession de 30 ans à compter du 14 décembre 2021 de 2 mètres superficiels, dans l'ancien cimetière.

Cette concession de terrain N°F-15 est accordée à titre de renouvellement de concession moyennant la somme de 148 euros ;

50.- accepté le 26 août 2021, le contrat d'engagement de prestation portant sur l'organisation d'un spectacle de magie à destination des enfants de 0 à 6 ans et de leurs accompagnants, entre Monsieur David JACQUET et la municipalité d'Essey-lès-Nancy.

Le contrat d'engagement de prestation est établi pour la séance du mercredi 15 décembre 2021 à 9h30 à l'espace Bérim, rue des Basses Ruelles.

En contrepartie, la ville d'Essey-lès-Nancy versera à Monsieur David JACQUET la somme de 50 € TTC pour l'ensemble de la prestation ;

51.- accepté le 30 août 2021, la convention portant sur la prise en charge de 2 séances du spectacle « Histoires à faire sécher comme ses chaussettes » à destination des enfants et de leurs accompagnants, entre Madame Marielle LUCY et la municipalité d'Essey-lès-Nancy.

La convention est établie pour 2 séances, le mercredi 6 octobre à 9h15 et à 10h15 à la Maison de la Parentalité.

En contrepartie, la ville d'Essey-lès-Nancy versera à Madame Marielle LUCY la somme de 300 € TTC pour les 2 séances ;

52.- accepté le 6 septembre 2021, la convention de mise à disposition de l'espace pugilistique ou du dojo du CREPS de Nancy situé 1 avenue Foch 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par la ville d'Essey-lès-Nancy à l'association « Royal Team ».

Le dojo du CREPS de Nancy est mis gracieusement à disposition de l'association « Royal Team », en vue d'y enseigner la pratique du kick-boxing et disciplines associées du 6 septembre 2021 au 30 juin 2022, hors vacances scolaires et jours fériés, les lundis de 18h00 à 20h00 ;

53.- accepté le 6 septembre 2021, la convention de mise à disposition du terrain synthétique de football du CREPS de Nancy situé 1 avenue Foch 54270 Essey-lès-Nancy, proposée par la ville d'Essey-lès-Nancy à l'association « Saint-Max Essey Football Club ».

Le terrain synthétique de football du CREPS de Nancy est mis gracieusement à disposition de l'association « Saint-Max Essey Football Club », en vue d'y enseigner la pratique du football, du 9 septembre 2021 jusqu'à la livraison du terrain synthétique communal, hors vacances scolaires et jours fériés, les jeudis et vendredis de 19h00 à 22h00.

M. CHEVARDE demande des renseignements sur les points 20 et 53 relatifs à la création d'un terrain de football synthétique, et tient à remercier le CREPS qui met gracieusement à disposition son terrain de football et ses équipements.

Il souhaite également savoir ce qu'il en est des travaux de drainage pour la réalisation de ce terrain synthétique ainsi que des tags dont le club de football a été victime et s'interroge sur la reprise des activités des associations.

M. RIFF intervient sur les points n°17, 18, 19, 20 et 29 :

« Monsieur le Maire,

Les points n° 17 à 20 et le point n° 29 nous présentent les décisions qui ont été prises dans le cadre des marchés relatifs à la création du terrain de foot synthétique d'une part et du marché lié à la restauration scolaire d'autre part et je tenais, à cette occasion, à saluer le travail qui a été conduit par les élus de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et par les services de la ville puisque nous nous sommes réunis à trois reprises au cours de l'été pour analyser et classer les offres qui nous avaient été présentées, avec plus de débats – car plus de candidats ! – autour du foot et bien plus de facilité pour ce qui concerne la restauration scolaire.

Sur ce dernier point je tenais à me réjouir du choix unanime de la CAO qui a retenu l'option consistant à intégrer 3 composantes bio par repas, soit une de plus que lors du précédent marché, tout en soulignant l'importance de renforcer les exigences environnementales, sanitaires et de veiller à une meilleure traçabilité des produits.

Je vous remercie. »

M. BREUILLE répond tout d'abord que le coût de la réalisation du terrain synthétique est de 850 000 euros environ et non pas de 1,5 millions d'euros comme certains le font entendre. Il précise qu'il y a deux chantiers bien distincts : le terrain et ses équipements. Notamment, le drainage qui est primordial pour le bon fonctionnement du terrain, ne peut pas se faire en même temps que la sous couche pour ne pas écraser les drains. Il signale que la réalisation du terrain a pris un peu de retard en raison des conditions météorologiques. Si la météo le permet alors la fin des travaux pourrait avoir lieu courant novembre. Concernant l'installation des mats d'éclairage, il conviendra de fermer l'allée Roland Garros pendant 2 jours au cours des vacances scolaires. Il ajoute qu'effectivement des tags ont été remarqués mais que l'ambiance du club n'a pas été impactée par cela et que le nombre d'équipes de football est le même que l'an passé, les équipes seniors sont en R2 et les championnats ont repris.

M. ROSSIGNON ajoute qu'il est indispensable que les conditions d'hydrométrie et de température soient favorables pour faire du bon travail et qu'il ne faut surtout pas se hâter. C'est la météo qui va conditionner la réalisation des travaux.

M. BREUILLE indique que la commission d'appel d'offres a été unanime pour avoir plus de précisions concernant ces travaux et qu'il faut accepter de perdre du temps pour avoir tous les éléments.

En ce qui concerne la restauration scolaire, il informe l'assemblée du peu de réponses à l'appel d'offres puisqu'une seule société a répondu. Il se demande alors si la municipalité a été trop exigeante sur les critères demandés. Il précise qu'un produit bio a été ajouté au menu et que c'est SODEXO qui préparera les repas, et ce, pour trois années. Il ajoute que la durée du marché a été fixée à 3 ans au vu du projet de restauration collective en cours.

Sur la reprise des activités des associations, M. BREUILLE indique que ce n'est pas toujours facile puisque certains animateurs n'ont toujours pas le passe sanitaire. Cela complique la reprise pour certains. À cela s'ajoutent des problèmes de trésorerie car certaines associations ont continué à rémunérer les

professionnels, les animateurs malgré la crise sanitaire. Toutefois, M. BREUILLE tient à préciser que la municipalité sera toujours à leurs côtés pour les aider. Pour exemple, le Club des seniors a été hésitant quant à la reprise de ses activités car il avait des inquiétudes, il reprendra finalement ses activités.

MME DEVOUGE prend la parole pour remercier toutes les associations qui font de gros efforts pour reprendre leurs activités, et tient absolument à remercier tous les bénévoles du milieu associatif qui font un travail colossal et pour lesquels un accompagnement sera toujours proposé par la ville d'Essey-lès-Nancy, ainsi qu'une écoute attentive à leurs difficultés.

Concernant la mise à disposition des équipements du CREPS, il existe une convention cadre faisant l'objet d'un loyer versé par la ville permettant une mise à disposition gracieuse au profit des associations sportives.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal prend acte de ces décisions.

4°) Ouvertures dominicales des commerces en 2022

Rapporteur : M. LE MAIRE

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le régime des dérogations au principe du repos hebdomadaire a été modifié par la Loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Elle permet dorénavant au Maire d'autoriser les commerces de détail à ouvrir un maximum de 12 dimanches dans l'année.

Cette liste doit être arrêtée par le Maire, conformément à l'article L3132-36 du Code du travail, avant le 31 décembre pour l'année suivante. De plus, il convient, que la décision du Maire intervienne après avis du conseil municipal, et dès lors que le nombre de dimanches autorisés est supérieur à 5, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

La Métropole du Grand Nancy a donc été saisie afin d'accorder la possibilité aux commerces de détail de déroger au repos dominical aux dates suivantes :

- 5 dimanches pendant les fêtes de fin d'année : 20/11, 27/11, 04/12, 11/12, et 18/12,
- 2 dimanches pour l'ouverture des soldes : 09/01 (soldes d'hiver) et 26/06 (soldes d'été).

Afin de dynamiser le commerce local sur le territoire communal, il est proposé l'ouverture d'un dimanche supplémentaire le 04/09.

PROPOSITION

Il est proposé d'émettre un avis sur les dates proposées ci-dessus afin de permettre aux commerces de détail présents sur le territoire de la commune

d'Essey-lès-Nancy de déroger à 8 reprises, pour l'année civile 2022, à l'obligation au repos dominical, conformément à l'article L.3132-36 du Code du travail.

M. BREUILLE rappelle que pour cette délibération l'association La Porte verte est consultée au préalable afin de connaître les souhaits des commerces. Il précise qu'il s'agit d'ouvertures pour toute la journée et que l'ameublement ainsi que les concessions de voitures ne rentrent pas dans ce cadre car ce sont des commerces qui relèvent d'un régime particulier qui leur permet de demander des autorisations spéciales.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à la majorité, 4 voix contre (MM. THOUVENIN, VOGIN, SAPIRSTEIN et BOURGUIGNON) et 3 abstentions (MM. BRUNE, KOENIG et Mme MALARY), émet un avis favorable aux dates proposées.

5°) Création d'un contrat de projet Chargé de mission développement durable

Rapporteur : M. LAURENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le contrat de projet est un nouveau contrat d'engagement de droit public, créé par la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique, destiné à permettre aux administrations publiques d'employer temporairement un agent pour mener à bien un projet ou une opération identifiée.

Misant sur l'éducation environnementale et la participation citoyenne, la nouvelle municipalité s'est dotée d'une politique de développement durable ambitieuse qu'elle entend maintenant décliner, diffuser et animer. S'il s'agit toujours de proposer aux habitants la meilleure qualité de vie possible, celle-ci doit s'inscrire dans le respect des ressources et de l'environnement naturel et s'opérer en co-construction avec les habitants.

Dans ce cadre, l'agent recruté en contrat de projet serait chargé dans une approche partenariale :

- de développer et expérimenter des animations et actions de communication en faveur de la protection de l'environnement et de la préservation des ressources ;
- de développer des projets pédagogiques et des outils en direction de publics-cibles (enfants, jeunes, adultes, associations...) ;
- d'initier et piloter des projets en faveur de la protection de l'environnement et de la préservation des ressources ;
- de construire, diffuser et expérimenter de nouveaux outils de participation citoyenne (laboratoire d'idées, par exemple)
- de procéder à l'évaluation des projets et actions engagés.

L'agent serait recruté en contrat à durée déterminée pour une durée initiale de trois ans au grade d'animateur territorial (catégorie B), qui pourrait être renouvelé

dans la limite de six ans si toutes les expérimentations n'ont pu être menées à leur terme (jusqu'à leur évaluation).

L'agent recruté devra justifier d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine de l'environnement et d'une expérience professionnelle dans l'animation.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience et sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du grade d'animateur territorial.

PROPOSITIONS

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- de procéder à la création d'un emploi non-permanent à temps complet de chargé de mission développement durable au grade d'animateur territorial relevant de la catégorie B, en application de l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- de préciser que sa rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du grade d'animateur territorial ;
- de fixer la durée initiale du contrat à trois ans, renouvelable expressément dans la limite de six ans maximum ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au recrutement et à signer tout document s'y rapportant.

Il est précisé que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2021.

M. KATZ signale à l'assemblée que son groupe est d'accord sur le principe de cette délibération mais souhaite avoir plus de précisions sur les différentes missions qui seront confiées à la personne qui occupera ce poste ainsi que la durée et le cadre de ce contrat.

M. RIFF intervient également sur ce point :

« Monsieur le Maire,

Je pense qu'il aurait pu être opportun de ne pas totalement fermer la porte à la filière administrative dans le recrutement du chargé de mission ; je comprends, à travers la délibération, qu'il y a dans ce poste une dimension importante liée à l'éducation environnementale, à la participation citoyenne et qu'un profil au sein de la filière animation se justifie mais si on cherche à faire entrer en adéquation le besoin de la commune avec l'offre de formation dans le domaine de l'environnement, je pense qu'il serait dommage de se priver d'un rédacteur territorial qui pourrait convenir.

Je vous remercie. »

M. KATZ demande sur quels critères l'évaluation pourra se faire.

M. LAURENT rappelle que les missions de ce chargé de développement durable sont listées dans la délibération. Ce seront principalement des missions d'animation mais aussi d'ordre technique. Il fallait bien cibler la filière la plus

porteuse même s'il y aura aussi du travail administratif.

M. KATZ demande s'il y a un projet plus précis.

M. LAURENT précise qu'une offre d'emploi a été publiée pour laquelle il y a eu 28 candidatures dont 2 seulement de fonctionnaires titulaires qui ont été infructueuses, d'où une relance de l'appel à candidature.

MME MALARY précise que la personne qui sera recrutée travaillera sur les thématiques abordées en commission « transition écologique », notamment la gestion des espaces naturels comme la butte Sainte Geneviève, la valorisation des Coteaux en partenariat avec la Métropole, la gestion des jardins. Elle devra aussi faire le lien sur les thématiques liées à l'environnement comme les déchets, par exemple.

M. LAURENT indique qu'il y aura bien sûr des outils d'évaluation annuels.

M. BREUILLE explique que la difficulté d'un tel poste est, qu'à un moment, il faut bien cibler, et qu'il y aura plus d'animation d'où le choix d'un animateur. Ce poste comprendra aussi des fonctions en rapport avec le budget participatif pour les projets en lien avec l'environnement, mais pas seulement, d'où sa complexité.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

6°) Création d'un contrat de projet Conseiller Numérique

Rapporteur : M. LAURENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le contrat de projet est un nouveau contrat d'engagement de droit public, créé par la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique, destiné à permettre aux administrations publiques d'employer temporairement un agent pour mener à bien une opération ou un projet identifié.

Dans le cadre du Plan de relance, l'État a décidé de mobiliser 250 millions d'euros pour proposer des solutions d'accompagnement aux 13 millions de Français éprouvant des difficultés avec les usages numériques, et ce, en cohérence avec leurs besoins et en proximité de chez eux.

Dans ce cadre, l'État entend former et déployer 4 000 Conseillers Numériques chargés d'accompagner les Français dans leur appropriation des usages numériques quotidiens comme :

- la prise en main d'équipement informatique (ordinateur, smartphone, tablettes...);
- la navigation sur internet ;
- l'envoi, la réception et la gestion des courriels ;
 - l'installation et l'utilisation d'applications utiles notamment sur smartphones ;

- la création et la gestion de contenus numériques ;
- le traitement de texte.

Le Conseiller Numérique serait également chargé de promouvoir un usage citoyen et critique du numérique (vérification des sources d'information, protection des données personnelles, maîtrise des réseaux sociaux) et d'accompagner les citoyens en difficulté dans la réalisation de démarches administratives en ligne.

Dans le cadre de sa politique d'inclusion numérique et d'amélioration continue des services rendus aux usagers, la ville d'Essey-lès-Nancy s'est portée candidate à l'appel à projet organisé par l'État consistant à l'emploi au niveau local d'un Conseiller Numérique en contrepartie de financements.

Allouée sous forme de subvention d'un montant maximum de 50 000 € par poste, la prise en charge de l'État permettrait, en effet, de rémunérer un Conseiller Numérique à hauteur du SMIC pour une durée de deux ans.

En contrepartie de ces financements, la structure d'accueil s'engagerait à mettre à disposition de l'agent recruté les moyens et équipements nécessaires à la réalisation de ses missions (ordinateur, téléphone portable, etc) et à le former avant sa prise de poste (durée de formation entre 3 semaines et 420 heures, selon le niveau de compétences initial du candidat).

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le recrutement d'un Conseiller Numérique pour une durée de deux ans dans le cadre d'un contrat de projet, selon les résultats de l'appel à projets initié par l'État.

PROPOSITIONS

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- de procéder à la création d'un emploi non-permanent à temps complet de Conseiller Numérique au grade d'adjoint territorial d'animation relevant de la catégorie C, en application de l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- de rémunérer l'agent recruté à l'échelon 1 du grade susvisé ;
- de fixer la durée du contrat à deux ans ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce recrutement (convention de financement notamment).

Il est précisé que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2021 par décision modificative, selon les résultats de l'appel à projets.

M. CHEVARDÉ demande si un plan d'action a été établi et si d'autres partenaires ont été consultés pour ce recrutement.

M. BREUILLE répond par l'affirmative et précise que les partenaires locaux ont déjà été identifiés. Ainsi un partenariat pourra se faire avec l'association ANA (Aide Numérique Administrative), par exemple, mais aussi avec le Centre Communal d'Action Sociale, le personnel de la mairie, etc. En effet, il y a de plus en plus de démarches qui s'effectuent sur internet (ex. vignette crit'air, ...). Par ailleurs, lors d'un Comité Technique (ex Paritaire), il a été constaté que certains agents de la collectivité ne sont pas à l'aise avec le numérique.

MME CADET précise que l'ANA reçoit sur rendez-vous et que le contexte actuel de crise sanitaire a rendu leur travail plus difficile. Elle ajoute qu'effectivement de nombreux administrés ne sont pas encore en capacité de maîtriser le numérique et que le conseiller numérique pourrait intervenir au niveau de l'accueil de la mairie. De plus, il y a également une demande émanant du Club des seniors comme l'utilisation d'un smartphone. Un accueil individualisé avec l'organisation de permanences serait approprié pour satisfaire cette demande et des formations collectives pourraient également répondre à d'autres besoins.

M. RIFF prend la parole :

« Monsieur le Maire,

Nous sommes plusieurs dans cette assemblée à être particulièrement attentifs aux questions de lutte contre les fractures numériques et je crois que la création de ces contrats de projet vient apporter une partie de la réponse – on constate d'ailleurs un courant assez porteur en la matière puisque bon nombre de communes y ont désormais recours – et je trouve ça intelligent de s'inscrire dans cette démarche qui vient prolonger l'acquisition des 2 bornes tactiles qui avait fait l'objet d'une délibération lors du conseil municipal du 28 juin dernier et pour laquelle nous avons été un certain nombre à voter POUR.

Par ailleurs, je trouve extrêmement intéressant le volet relatif au développement d'un « *usage citoyen et critique du numérique* » et je crois qu'il y aurait là une opportunité à saisir, notamment auprès des plus jeunes – mais pas que ! –, pour une vraie sensibilisation sur le sujet.

Je vous remercie. »

MME CADET conclut en indiquant qu'il s'agit en effet du but de ce recrutement.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

7°) Organisation de la continuité de service

Rapporteur : M. LAURENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article 56 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique permet aux collectivités territoriales de conclure un accord avec les organisations syndicales représentatives pour mettre en place un service minimum destiné à assurer la continuité de certains services publics, dont l'interruption en cas de grève des agents participant directement à leur exécution, contreviendrait au respect de l'ordre public.

Les services publics concernés sont constitués des services :

- de collecte et de traitement des déchets des ménages
- de transport public de personnes
- d'aide aux personnes âgées et handicapées

- d'accueil des enfants de moins de trois ans
- d'accueil périscolaire
- de restauration collective et scolaire.

L'accord doit notamment permettre d'imposer aux agents des services concernés :

- d'informer l'employeur de leur intention de participer à la grève au plus tard 48 heures avant le début de la grève pour rendre possible l'organisation du service minimum et l'information des usagers ;
- d'informer l'employeur de leur éventuel renoncement de participer à la grève au plus tard 24 heures avant l'heure prévue de la participation afin de permettre une affectation de l'agent dans le cadre du service minimum établi ;
- l'interdiction des grèves perlées (grèves répétées de courte durée) lorsque cette modalité d'exercice du droit de grève est susceptible d'entraîner un risque de désordre manifeste dans l'exécution du service.

La ville d'Essey-lès-Nancy assurant des services d'accueil périscolaire et de restauration scolaire parfois fortement perturbés lors des grèves, les représentants du personnel, le service des ressources humaines, des agents du pôle en charge des services susvisés et la direction générale des services ont collaboré à la rédaction du projet de protocole d'accord relatif à l'organisation des services en cas de grève joint à la présente délibération.

PROPOSITIONS

Sur avis favorable du comité technique, il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

- d'entériner le protocole d'accord relatif à l'organisation des services en cas de grève, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce document.

M. BREUILLE précise qu'il n'y a rien de bien nouveau et qu'il s'agit en quelque sorte d'une officialisation de ce qui est déjà mis en place.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

8°) Gestion de la Période Préparatoire au Reclassement des agents (PPR)

Rapporteur : M. LAURENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément à la réglementation, les collectivités ont l'obligation d'étudier toutes les possibilités de reclassement des agents devenus inaptes aux fonctions de leur grade. Dans ce cadre, le décret n°2019-172 du 05 mars 2019 a institué la période préparatoire au reclassement (PPR) qui a pour objectif de préparer et, le cas échéant, de qualifier, l'agent déclaré inapte pour l'occupation de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé. Elle vise donc, pendant une période maximale d'un an, à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire

vers le reclassement.

En pratique, l'obligation de reclassement se heurte à de multiples obstacles : deuil « professionnel » compliqué, absence de postes vacants adaptés notamment dans les petites collectivités, faible mobilité géographique de ces agents, expériences professionnelles antérieures peu diversifiées...

Le Centre de Gestion de Meurthe-et-Moselle (CDG54), qui aide les collectivités du département dans la gestion de leurs ressources humaines, accompagne une vingtaine d'agents dans le cadre de la période préparatoire au reclassement (PPR) et 30 autres dossiers sont en cours d'étude (94 % des agents sont issus de la filière technique et 100 % relèvent de la catégorie C). Il s'agit principalement d'agents occupant des postes d'agents d'entretien des locaux ou d'agents techniques polyvalents. La plupart de ces agents n'ont connu qu'un seul employeur et qu'un seul métier au cours de leur carrière et, par conséquent, leur mobilité géographique est quasiment inexistante.

Afin de surmonter ces obstacles, la commune de Villers-lès-Nancy, la Métropole du Grand Nancy et le CDG54 ont initié une réflexion commune ayant conduit à l'élaboration d'un projet de charte inter-collectivité pour l'accompagnement des agents en PPR. L'échelle intercommunale a été privilégiée pour tenir compte de la faible mobilité géographique des agents concernés.

Le projet de charte, proposé également à la signature d'autres collectivités de la Métropole, a pour objet de définir un partenariat entre les collectivités signataires afin de faciliter l'organisation de périodes d'immersion ou d'observation et d'actions communes en matière de formation pour les agents en PPR accompagnés par le CDG54.

PROPOSITIONS

Sur avis favorable du comité technique, il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

- d'adopter le projet de charte inter-collectivités pour l'accompagnement des agents en période de préparation au reclassement (PPR), tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la charte et ses éventuels avenants.

M. CHEVARDÉ tient à saluer le travail qui a été réalisé, et plus particulièrement celui de M. Jean-Marc CLÉMENT, ex-Directeur Général des Services de la ville d'Essey-lès-Nancy, qui a œuvré et toujours soutenu cette démarche.

M. LAURENT informe l'assemblée que, dans ce cadre, la mairie a accueilli deux agents en reconversion dès cet été.

M. BREUILLE ajoute qu'il faut encourager les personnes engagées dans cette démarche car il y a un réel investissement de leur part. Faire le choix de se reconverter après une première carrière déjà passée est un acte courageux, pas toujours facile.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

9°) Engagement d'une procédure de délégation de service public - Gestion des accueils périscolaire, extrascolaire et des jeunes

Rapporteur : M. LAURENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

La ville d'Essey-lès-Nancy assure la gestion en régie directe, avec ses propres moyens et son propre personnel, des dispositifs d'accueil périscolaire, extrascolaire et des jeunes suivants :

- un accueil périscolaire les matins et soirs des jours d'école pour les enfants scolarisés en classes maternelles et élémentaires dans les écoles du territoire ;
- une restauration scolaire les midis pour les enfants scolarisés en classes maternelles et élémentaires dans les écoles du territoire ;
- un accueil périscolaire les mercredis dans le cadre de l'accueil de loisirs sans hébergement « Les Lutins » pour les enfants de 3 à 12 ans ;
- un accueil extrascolaire, avec garderie, pendant les vacances scolaires dans le cadre de l'accueil de loisirs sans hébergement « Les Lutins » pour les enfants de 3 à 12 ans ;
- un accueil pour les jeunes de 11 à 16 ans en période principalement de vacances scolaires.

Si la gestion de ces services en régie directe présente l'avantage d'une gouvernance intégrale de la collectivité sur le niveau de services et sa mise en œuvre opérationnelle, elle présente également des contraintes et inconvénients significatifs nécessitant de s'interroger sur l'évolution de leur mode de gestion.

Le choix du mode de gestion d'un service public relevant des prérogatives de l'assemblée délibérante, il est proposé de la saisir sur l'évolution du mode de gestion des dispositifs d'accueil périscolaire, extrascolaire et des jeunes susvisés et plus particulièrement sur le principe d'une délégation de ces services - procédure consistant à confier, à un opérateur économique public ou privé, l'exploitation, à ses risques et périls, d'un ou plusieurs dispositifs, dans le cadre notamment d'un affermage ou d'une régie intéressée lorsque les installations et équipements sont préexistants -.

S'agissant de la délégation de service public, l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose, en substance, que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local au vu « *d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire* ».

Si aucune disposition légale ou réglementaire ne précise le contenu de ce rapport, il est recommandé que celui-ci comporte *a minima* une analyse détaillée du contexte dans lequel s'effectue le choix du mode de gestion, ainsi que les caractéristiques principales du projet et les principales données économiques et juridiques devant figurer dans le contrat projeté.

Le rapport annexé à la présente délibération, qui tend à démontrer la pertinence de la délégation de la délégation de service public comme mode de gestion des dispositifs d'accueil périscolaire, extrascolaire et des jeunes proposés par la commune sur son territoire, entend ainsi présenter :

- le contexte et les raisons d'une réflexion sur l'évolution du mode de gestion de ces dispositifs ;
- la diversité des modes de gestion des dispositifs d'accueil périscolaire, extrascolaire et des jeunes et les critères de choix d'un mode de gestion ;
- les caractéristiques que pourrait présenter le futur contrat de délégation (périmètre, conditions d'exploitation, économie générale du contrat et durée de la délégation).

PROPOSITIONS

Sur avis de la Commission des Finances et du Comité Technique, il est proposé au Conseil Municipal :

- de se prononcer sur le principe d'engagement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des dispositifs d'accueil périscolaire, extrascolaire et des jeunes déployés sur le territoire communal conformément aux modalités détaillées dans le rapport annexé au présent projet de délibération ;
- de charger Monsieur le Maire, en tant que représentant de l'autorité délégante et sous le contrôle de la Commission de délégation de service public instituée par délibérations des 8 juin et 6 juillet 2020, d'organiser cette procédure dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence du Code de la commande publique et de mener les négociations avec les candidats en l'autorisant non limitativement à signer tout document se rapportant à ces différentes phases préalables.

Il est précisé que la désignation définitive du délégataire ne pourra intervenir qu'après une nouvelle saisine de l'assemblée délibérante, qui se prononcera sur le choix de l'opérateur sélectionné au vu d'un rapport de la commission présentant notamment la liste des opérateurs admis à présenter une offre et l'analyse des propositions de ceux-ci, ainsi que les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat.

M. CHEVARDÉ prend la parole :

« C'est une délibération importante qui impacte l'une des dernières politiques publiques où la commune est au premier rang des acteurs : l'enfance et la jeunesse.

La commune a un rôle à jouer vis-à-vis des enfants et des jeunes dans de multiples domaines : l'accueil des jeunes enfants, les conditions de l'enseignement, l'extrascolaire, les activités sportives et culturelles mais aussi l'aménagement du territoire (pensons aux aires de jeux par exemple), la santé, la mobilité... La commune a, dans tous ces domaines, à la fois un grand pouvoir d'initiative et une obligation de mettre en œuvre les décisions prises dans ces matières aux autres niveaux de pouvoir (régional, communautaire...).

La commune peut expérimenter, innover, développer des actions adaptées aux réalités locales en concertation avec les jeunes qui y vivent et ont des capacités de propositions sur les décisions qui les concernent. En effet, les politiques locales de l'enfance et la jeunesse ne doivent pas être envisagées comme de

simples applications de politiques conçues à des niveaux supérieurs. La politique jeunesse se décide localement. Nous le constatons par exemple avec la convention territoriale Globale de la CAF, avec les EVS.

Or, nous avons avec cette délibération importante pour la jeunesse une mise en exergue du souci de gestion et des problématiques juridiques. Le choix du rapporteur est pour cela significatif. Je ne parle pas de la personne bien évidemment, cher Pascal, mais de la fonction. Le développement de la politique jeunesse est rapportée par la finance et l'administration. Certes les problèmes soulevés ne sont pas nuls et méritent toute notre attention.

La mise en place d'une DSP est toujours scrutée avec attention. Tous les spécialistes le reconnaissent, une DSP nécessite un solide suivi. Nous n'avons pas à ce niveau précisément les informations permettant de décider.

Alors, nous pourrions voter POUR, si vous preniez la décision de mettre en place 4 types d'engagements :

1. Pour les enfants : cette délibération de mise en place n'évoque en rien un projet éducatif. Nous sommes pourtant au cœur du sujet. Mettons en place des indicateurs d'une politique véritable en faveur de la jeunesse (nombre d'enfants par animateur, nombre de sorties, retour des enquêtes satisfactions ; quels taux d'encadrement actuels ? une certaine stabilité des effectifs sur les 3 années observées : 19 animateurs pour 100 enfants (soit 1 animateur pour 5 enfants).

2. Pour les parents : le risque inflationniste est important sur une DSP. Assurons nous de la maîtrise des coûts.

Êtes-vous prêts à nous communiquer de manière synthétique et annuellement ?

Pour avoir un suivi, nous pourrions prendre deux exemples et suivre dans la durée, en retenant deux situations familiales :

- Des parents avec un enfant ayant le quotient familial supérieur et une autre famille ayant le quotient minimal. Pour chacune

Avec un coût pour une solution de garde auprès du service périscolaire de 7h30 à 18h

- Avec un second exemple pour ces deux familles avec un service de centre de loisirs pour la moitié des vacances scolaires.

Nous invitons à une grande concertation et information des parents.

Autre point pour les parents car il n'y a pas que le tarif, il y a aussi la réponse aux besoins.

On le voit, la réactivité demandée est plus grande et il n'est pas rare pour les familles de devoir ajuster à la dernière minute.

Transférer vers un délégataire c'est potentiellement perdre en réactivité : inscription non programmée- non programmable, dépannage, délai raccourci ou démarche facilitée. Toutes cette proximité qui fait que le quotidien de tous est amélioré.

Enfin, quel service en proximité et physiquement pour poser ses questions ?

3. Pour le personnel : je voudrais attirer l'attention sur les conditions de transfert du personnel d'animation à temps partiel. Le risque est de leur imposer des trajets supplémentaires.

Comment garantir une attention à l'emploi de précarité notamment pour nos jeunes étudiants ?

Comment maintenir une solution pour les emplois de proximité ?

Pour le personnel en général ?

Quelle politique de formation ? Quelle condition de réintégration ?

Pour le personnel fonctionnaire ?

Quid du personnel qui ne souhaite pas participer à la DSP ? Comment sera géré le temps partiel entre DSP ?

Quel dialogue social avec les représentants du personnel dans la durée ? Un premier CTP a eu lieu. Pouvez vous nous préciser les réserves ?

4. Le coût global pour la commune de la politique jeunesse en intégrant les trois paramètres gestion, animation et entretien.

A ce propos, nous souhaiterions une présentation plus précise du paramètre délégué : il est évoqué actuellement la prise en charge des enfants par le personnel d'animation mais également des ATSEM. Idem sur le personnel d'entretien, préparation et nettoyage des salles/réchauffe des repas en liaison froide qui est exclu des missions confiées. Une meilleure distinction des missions déléguées et celles restant en régie serait nécessaire afin de permettre un suivi et la mise en place des indicateurs.

Une bonne DSP nécessite de l'accompagnement. Quel moyen allons-nous y consacrer ; sachant que ces moyens devront intégrer le coût global de la DSP. Dans le même esprit, nous souhaitons disposer d'une décomposition plus précise du bilan financier des périmètres : charge nette actuelle ? Quelle charge déléguée et quel reste à charge ? Bien sur avec les éléments financiers mais aussi précision des postes.

Les tableaux auraient un point 0 à partir du budget 2020 (compte administratif votés).

En résumé

Rappel des 4 engagements pour voter oui

Pour les Enfants : avec des indicateurs sur la qualité de l'animation

Parents : avec des indicateurs du suivi sur les services et le prix

Personnel : avec des engagements sur le transfert et la possible réintégration

Pour la commune : avec de engagements sur le contrôle de la DSP et de maîtrise des coûts. »

M. RIFF intervient également :

« Monsieur le Maire,

Je crois que c'est à l'occasion de l'examen de ce type de délibération que l'on peut pleinement apprécier la richesse du mandat municipal et ses implications concrètes dans l'évolution de nos politiques publiques.

En l'espère et à titre personnel, je trouve assez audacieux ce choix que vous avez fait d'investir une réflexion autour de l'évolution du mode de gestion des accueils périscolaires, extrascolaires et des jeunes qui, bien qu'imparfait jusqu'à présent, n'était pas non plus caractérisé par un péril imminent.

C'est un choix d'autant plus audacieux quand on se souvient de la décision qui avait été prise en son temps par Jean-Paul MONIN à la suite de son élection comme Maire en 2005, lorsqu'il avait souhaité remunicipaliser – autrement dit passer en régie simple – des activités qui étaient alors supportées pour partie par des structures associatives. Cela parlera peut-être aux plus anciens d'entre nous, si je puis dire !

Alors le rapport de présentation qui nous a été adressé et sur la base duquel nous sommes appelés à nous prononcer est particulièrement éloquent !

Il met en évidence les instabilités liées au renouvellement constant des équipes d'animation, alors que les familles attendent légitimement davantage d'équilibre et de constance dans la prise en charge de leurs enfants.

Pour notre collectivité, ce rapport souligne avec justesse la rigidité de la situation actuelle, notamment pour ce qui concerne la gestion des ressources humaines, alors qu'il conviendrait de privilégier plus de souplesse et de flexibilité ; tout en assurant en parallèle des emplois stables et de bonnes conditions salariales pour les animateurs et autres intervenants, pour qui l'emploi statutaire, au sein de la fonction publique territoriale, est en réalité une idée qui n'est pas toujours bien adaptée.

Enfin, le rapport met en exergue les incidences non négligeables sur le budget de notre commune, tant pour ce qui a trait au recouvrement des produits et ces – hélas trop fameuses ! – créances irrécouvrables qu'en matière de progression des dépenses de personnel.

Pour en avoir discuté avec un certain nombre d'élus ayant opté pour cette solution et pour avoir travaillé pendant 4 ans au sein d'une collectivité qui avait délégué ce service public à une association, j'ai pu constater à quel point le fait de se décharger de la gestion quotidienne du service tout en transférant le risque d'exploitation sur un délégataire offrait une réelle respiration et dégagait de sérieuses marges de manœuvre.

Toutefois, le déchargement ne saurait signifier l'abandon, parce que nous savons que les familles continueront à se tourner vers la mairie en cas de problème ou d'interrogation.

Je me permets donc d'attirer votre attention sur la nécessité d'établir une vraie relation quadripartite entre le délégataire, la commune, les parents mais aussi les enfants. Autrement dit de veiller à ce que cette politique continue d'être exercée en proximité, et en confiance.

Une délégation de service public, c'est un mariage !

Et si nous n'en sommes qu'au stade de l'annonce et de la recherche d'un partenaire – un peu à la manière de *L'amour est dans le pré* diffusé ce soir – il ne faudra pas non plus négliger la rédaction du contrat de mariage à travers une co-construction dans l'élaboration du règlement de service. Nous pouvons immédiatement penser aux aspects liés aux projets éducatifs et pédagogiques, puisqu'il s'agira aussi d'établir une continuité avec les actions déjà entreprises par la Ville depuis plus de 15 ans, tout en profitant d'une expertise et d'idées nouvelles.

En ce sens, je ne saurais que vous inviter à investir massivement dans une large concertation avec les publics ciblés, enfants et adolescents, et leurs familles. L'histoire locale – mais aussi nationale ! – a démontré que le temps de discussion pris en amont nous faisait gagner un temps précieux en aval.

La communication autour de la décision que nous allons prendre ce soir aura également toute son importance, afin d'éviter toute sorte de rumeur ou de fausse information, car non, il ne s'agit pas de privatiser ce service public.

À travers cette décision de déléguer l'exercice de cette politique publique, nous faisons, je le crois, le choix d'une gestion résolument plus efficace et efficiente, résolument tournée vers l'amélioration de la qualité de service.

Parce que la vie politique locale/municipale impose de faire des choix et pour toutes les raisons que je viens de vous exposer, je voterai POUR cette délibération. »

MME CHOPIN-RENAULD demande s'il est possible de faire un petit point sur l'Analyse des Besoins Sociaux car cela concerne aussi la jeunesse.

M. BREUILLE indique que tout ce qu'il vient d'entendre le conforte car il s'est également posé toutes ces questions et redit que ce qui le motive à agir ce n'est absolument pas une insatisfaction du service rendu.

En ce qui concerne le personnel, il faut bien avoir en tête qu'aujourd'hui 3 statuts différents caractérisent les agents en fonction : il a des fonctionnaires, des contractuels et des vacataires.

La DSP pourra apporter des services complémentaires à ce qui existe aujourd'hui, tels que des mini-séjours avec hébergement, des moyens d'animation comme le cinéma..., elle permettra aussi plus de réactivité, (ex. : agent malade à remplacer la veille pour le lendemain). Lorsque le choix d'une DSP est fait, il faut être très vigilant et aussi se donner du temps pour sa mise en place. Nous allons mettre un an pour monter ce projet. On prendra le temps qu'il faut pour échanger, avoir des exigences, partager les informations... M. BREUILLE s'engage à communiquer sur toutes les étapes de la DSP et indique qu'il est hors de question de se dégager de toute responsabilité en disant que s'il y a un dysfonctionnement cela ne relève pas de la municipalité mais de la DSP. La municipalité sera très vigilante. Nos agents ont des craintes et c'est bien normal. Ils sont associés à ce travail et nous les informerons au fur et à mesure. Nous poserons des garde-fous. Il ajoute que si l'autorisation pour cette DSP est donnée, lors de cette séance, alors un travail quotidien sera effectué pour mener à bien ce projet.

En ce qui concerne les locaux, il y aura une mise à disposition au Haut Château mais aussi des locaux à usage non exclusif, d'où du petit nettoyage et de l'entretien à partager.

Il tient à préciser que cette DSP est un sujet compliqué mais que tout sera fait pour garder le contrôle afin de conserver un service public de qualité au moins équivalente pour les enfants. Une communication sera faite en direction des parents. Bien sûr, le volet « tarification du service » doit être maîtrisé ainsi que les inscriptions aux différents dispositifs.

M. LAURENT souligne que les inquiétudes de certains ont été rassurées par le propos de M. RIFF, et que la problématique ressources humaines n'a pas été mise de côté ; la municipalité se préoccupe du statut de ses agents et a l'intention de co-construire avec ceux-ci et le délégataire.

M. BREUILLE indique que tous les retours d'expériences seront les bienvenus. Il ne s'engagera pas à dire que la municipalité ira jusqu'au bout de cette DSP, s'il s'aperçoit que c'est trop compliqué car il veillera à ce qu'un degré élevé

d'exigence soit maintenu.

M. CHEVARDÉ signale que cette co-construction pourra se faire avec son groupe.

M. BREUILLE invite à faire ce travail ensemble dans le cadre de la commission.

MME CADET apporte une réponse à MME CHOPIN-RENAULD concernant l'Analyse des Besoins Sociaux. Elle précise que le questionnaire a été publié dans le bulletin municipal de juillet-août et que peu de personnes y ont répondu. Par ailleurs, l'intitulé de l'ABS recouvre une connotation sociale qui a fait que certaines personnes ne se sont pas senties concernées.

Par conséquent, le cabinet DUNAMIS, en charge de cette ABS, a été relancé pour que le questionnaire soit à nouveau diffusé. Elle explique que le public ciblé est essentiellement les 18-59 ans. Cette relance va alors être faite par le biais de flyers, d'une communication sur le site Internet de la Ville mais aussi dans les écoles et les associations. Elle invite ses collègues à renseigner également ce questionnaire et à promouvoir l'intérêt de cette étude auprès des Ascéens.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

10°) Rapport de gestion 2020 de la SPL-XDEMAT

Rapporteur : M. LAURENT

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération du 11 décembre 2017, la Ville d'Essey-lès-Nancy est devenue actionnaire de la société SPL-Xdemat, créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube et de la Marne, afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition des collectivités actionnaires.

Cette société propose notamment la gestion, la maintenance, le développement et la mise à disposition de services :

- de plateforme de dématérialisation des marchés publics ;
- de tiers de télétransmission de flux comptables et administratifs ;
- de parapheur électronique ;
- d'archivage électronique ;
- et, plus généralement, de tout service développé ou acheté par la société pour développer la dématérialisation.

Par décisions du 9 mars 2021, le Conseil d'administration de la société a approuvé les termes de son rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et donc l'activité de SPL-Xdemat au cours de sa neuvième année d'existence, en vue de sa présentation à l'Assemblée générale.

Cette dernière, réunie le 7 juin dernier, a été informée des conclusions de ce rapport et a approuvé à l'unanimité les comptes annuels de l'année 2020 et les opérations traduites dans ces comptes.

En application des articles L. 1524-5 et L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient que l'assemblée délibérante de chaque actionnaire examine à son tour le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Le rapport de gestion, présenté ce jour, fait apparaître un nombre d'actionnaires toujours croissant (2 705 au 31 décembre 2020), un chiffre d'affaires de 1 433 158 € et un résultat exceptionnel de 279 092 € affecté en totalité au poste « autres réserves », porté à 462 004 €.

Ce résultat exceptionnel s'explique par un nombre toujours croissant de collectivités actionnaires de la société, la vente sans précédent de plus de 2 500 certificats électroniques en 2020 (au lieu de 600 à 900 en moyenne) et par la mise en place d'une nouvelle organisation pour la gestion de l'assistance.

Cet examen s'inscrit dans l'organisation mise en place par la société SPL-Xdemat pour permettre aux actionnaires d'exercer sur elle, collectivement et individuellement, un contrôle similaire à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, appelé contrôle analogue, constituant l'un des principes fondateurs des SPL.

PROPOSITION

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le rapport de gestion du Conseil d'administration, joint en annexe.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le rapport de gestion 2020 de la SPL-Xdemat.

11°) Instauration de la taxe sur les friches commerciales

Rapporteur : M. KOENIG

EXPOSÉ DES MOTIFS

Depuis 2017, l'administration fiscale adresse aux collectivités la liste des locaux commerciaux vacants sur leur territoire. La liste reçue par la ville en 2021 recense ainsi 101 locaux commerciaux et professionnels vacants à Essey-lès-Nancy (dont 26 magasins et 35 bureaux), contre 79 pour la liste reçue en 2018.

Pour lutter contre la vacance commerciale, le législateur propose aux communes et intercommunalités un outil fiscal, dénommé taxe sur les friches commerciales, inspiré du régime et de la philosophie de la taxe d'habitation sur les logements vacants - en vigueur, pour cette dernière, à Essey-lès-Nancy -.

Applicable uniquement aux biens inexploités indépendamment de la volonté de leur propriétaire, la taxe se révélerait, selon l'Association des Maires de France, être une « *mesure efficace sur les territoires attractifs, ayant une grande proximité avec le monde commercial* ».

En effet, sur les territoires ayant expérimenté la taxe (235 communes et 31 intercommunalités couvrant 920 communes en 2019), la taxe sur les friches

commerciales a démontré ses effets sur la dynamisation du territoire par une recherche plus active de locataires, la remise en état des locaux pour faciliter leur mise en location, une réduction de la spéculation immobilière, la maîtrise des loyers commerciaux, notamment en centre-ville, et la reconversion de locaux commerciaux en locaux d'habitation. Cet outil présente également l'avantage de préserver de l'impôt les propriétaires de locaux rapportant la preuve du caractère involontaire de l'inexploitation de leurs locaux.

Conformément à l'article 1530 du code général des impôts, la taxe sur les friches commerciales impose les locaux commerciaux et biens divers (hors industries) qui ne sont plus affectés à une activité soumise à la cotisation foncière économique (CFE) depuis au moins 2 ans et qui sont restés inoccupés sur la même période. Elle est acquittée par les propriétaires des locaux, ou plus largement par les redevables de la taxe foncière (usufruitier, preneurs à bail...).

Le produit fiscal correspond à l'application d'un taux sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties, avant application d'une majoration pour frais de gestion de la fiscalité directe locale. Les taux de la taxe sur les friches commerciales sont évolutifs et s'établissent à 10 % la 1^{ère} année d'imposition, 15 % la 2^e année et 20 % à partir de la 3^e année. Par délibération, ces taux peuvent être majorés dans la limite du double.

Comme précisé précédemment, la taxe sur les friches commerciales n'est pas due lorsque le propriétaire a pu faire valoir aux services fiscaux que l'absence d'exploitation du local était indépendante de sa volonté. Le propriétaire est donc exempté de la taxe lorsque son bien est voué à démolition ou à réhabilitation dans un délai d'un an ou s'il met tout en œuvre afin de louer ou de vendre son bien.

Afin d'établir les impositions, la collectivité bénéficiaire doit communiquer chaque année à l'administration fiscale, avant le 1^{er} octobre, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

PROPOSITION

Sur avis de la Commission des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'instituer la taxe annuelle sur les friches commerciales avec majoration du double des taux à compter du 1^{er} janvier 2022.

M. CHEVARDÉ informe l'assemblée que son groupe votera pour cette délibération, non pas pour l'argent qu'elle permettra de rapporter, mais parce que cela incitera à la redynamisation du commerce local.

M. BREUILLE acquiesce.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la proposition ci-dessus.

12°) Subvention à l'association ascéenne du Repair Café

Rapporteur : M. VOGIN

EXPOSÉ DES MOTIFS

Suite à sa publication au Journal Officiel des associations, l'association ascéenne du Repair Café a adressé à la commune une demande de subvention pour couvrir ses premières dépenses nécessaires à son bon fonctionnement, notamment les frais relatifs à l'assurance de l'association, et l'acquisition d'une banderole pour promouvoir l'association.

Cette association a pour objet d'assister gratuitement les visiteurs particuliers pour diagnostiquer et réparer les appareils ménagers qu'ils présentent afin d'éviter leur mise au rebut ; transmettre à l'occasion un savoir faire permettant aux visiteurs d'entretenir et de réparer eux-mêmes leurs appareils.

Par ailleurs, la constitution de cette association s'inscrit parfaitement dans le cadre de la convention visant à l'accompagnement d'un porteur de projet au développement d'ateliers de co-réparation adoptée par le conseil municipal lors de sa séance du 17 septembre 2018.

PROPOSITION

Compte tenu que les actions de cette association présentent un intérêt communal manifeste, il est proposé au Conseil Municipal de verser une subvention de 150 € au profit de l'association ascéenne du Repair Café.

Il est précisé que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021, article 65748 - « Subvention aux associations ».

M. VOGIN remercie l'agent qui a rapidement permis le passage de cette délibération à ce conseil municipal.

M. CHEVARDÉ demande comment il est possible de rejoindre cette association.

M. VOGIN indique que la mairie peut communiquer les coordonnées du président pour les demandes d'adhésion.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la proposition ci-dessus.

13°) Tarifs du marché municipal

Rapporteur : M. ROSSIGNON

EXPOSÉ DES MOTIFS

Lors de sa séance du 7 décembre 2015, le Conseil Municipal a instauré des abonnements annuel et semestriel avec des tarifs plus avantageux. En effet, l'instauration des abonnements annuel et semestriel a supposé une baisse des charges de personnel car le régisseur n'a pas été sollicité depuis l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Or, le choix exclusif des commerçants ambulants sur les abonnements annuels ne justifie plus la présence d'un régisseur chaque samedi matin pour encaisser les droits de place au regard de la faible et négligeable demande d'emplacements temporaires constatée depuis la mise en place des abonnements en 2015.

Aussi, il apparaît judicieux de ne conserver que les abonnements. Pour une parfaite information, les rares personnes qui se sont manifestées pour solliciter l'installation ponctuelle d'un commerce ambulant sur le marché municipal, n'ont jamais donné suite à la demande de dépôt d'un dossier complet.

PROPOSITION

Vu l'avis de la Commission Urbanisme opérationnel et patrimoine réunie le 15 septembre 2021, il est proposé au Conseil Municipal de modifier les tarifs des droits de place du marché municipal en conservant uniquement les abonnements semestriel et annuel adoptés précédemment par le Conseil Municipal comme suit :

-Abonnement semestriel :

Droit de place : 0,70 € par mètre linéaire X 24, soit 16,80 € par mètre linéaire.

Branchement électrique : 0,70 € X 24, soit 16,80 €.

-Abonnement annuel :

Droit de place : 0,70 € par mètre linéaire X 47, soit 32,90 € par mètre linéaire.

Branchement électrique : 0,70 € X 47, soit 32,90 €.

M. BREUILLE précise que pour cette délibération, il n'est encore une fois pas question de chercher de l'argent, mais plutôt de relancer l'activité.

M. RIFF demande la parole :

« Monsieur le Maire,

Dans le cadre de ce rapport je tenais à revenir sur la discussion – intéressante – que nous avons eue avec Claire MALARY, Hubert ROSSIGNON et Pierre BRUNE, en marge de la commission Urbanisme opérationnel et Patrimoine, pour me réjouir de l'ambition affichée par la municipalité en matière de revitalisation du marché municipal et donc de notre centre-ville.

Il y a en effet une forte demande de la population en la matière : on l'entend souvent, on le lit parfois – cela a d'ailleurs fait l'objet d'une proposition dans le cadre du budget participatif – et je pense que l'idée d'accueillir de nouveaux commerçants ambulants sans faire de concurrence aux commerçants du centre-ville est une très bonne idée qui nous permettra peut-être – qui sait – de faire de la Place de la République le prochain Monument préféré des Français !

Je me permets d'anticiper un peu en soumettant à la réflexion l'idée de proposer également, à terme, une offre marchande dans le quartier de Mouzimpré.

Je vous remercie. »

M. KATZ estime qu'il faut un juste équilibre entre les commerces du centre-ville et les commerçants ambulants proposant une offre diversifiée.

M. BREUILLE confirme qu'il faut prêter une attention particulière aux commerces de proximité afin qu'ils conservent leur attractivité. Il est possible de trouver de nouveaux marchands qui proposeraient des produits qui ne sont pas présents dans les commerces de la Ville, tels que des fruits de mer, de l'épicerie fine, etc. Une nouvelle dynamique peut être créée, un thème recherché, un changement de jour, d'horaires... Nous y travaillons.

MME CHOPIN-RENAULD demande s'il est possible d'envisager un nouvel emplacement pour le marché municipal.

M. ROSSIGNON répond que déplacer un marché municipal n'est pas anodin et que cela engendrerait des travaux pour l'alimentation électrique et en eau avec un coût assez conséquent.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la proposition ci-dessus.

14°) Adhésion au groupement de commandes pour les services de communications électroniques de la Métropole du Grand Nancy

Rapporteur : M. ROSSIGNON

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Métropole du Grand Nancy organise et coordonne depuis l'année 2003, un groupement de commandes de services de communications électroniques, réunissant des collectivités et organismes publics implantés sur le territoire de l'agglomération nancéienne.

Ce groupement permet la mise en commun des besoins de ses adhérents afin d'obtenir pour chacun d'eux des conditions économiques optimales d'achat des services de téléphonie fixe, mobile, internet et réseaux.

À ce titre, et conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et suivants du code de la commande publique, un nouveau groupement de commandes est constitué en vue de la passation de marchés publics pour la réalisation de telles prestations.

En application des dispositions de l'article L.2113-7 du code précité, la Métropole du Grand Nancy sera désignée comme coordonnateur du groupement. Elle assurera la passation desdits marchés au nom et pour le compte des membres du groupement conformément aux textes applicables en la matière. Le rôle et les missions du coordonnateur et des membres sont fixés par la convention constitutive du groupement de commandes. Chaque membre sera chargé de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de passation utilisée sera la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées selon la technique particulière d'achat de l'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum

conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations sont allouées comme suit, chaque lot donnant lieu à la conclusion d'un accord-cadre :

Lot 1 : Téléphonie fixe abonnements analogiques, numériques T0 ou équivalent, services et communications, solutions fin du RTC, numéros à valeur ajoutée (SVA)

- Abonnements analogiques ou numériques T0, services et communications
- Solution VOIP ou passerelle mobile palliative à la fin du RTC
- Numéros à valeur ajoutée (SVA)

Lot 2 : Abonnements et services de téléphonie mobile

- Abonnements voix
- Abonnements voix et data
- Abonnements data
- Abonnements « opérateurs tiers »

Lot 3 : Terminaux mobiles et services associés

- Terminaux mobile voix
- Accessoires associés aux terminaux
- Clés et routeurs 4G / 5G
- Services associés, SAV
- Terminaux reconditionnés et recyclage des anciens équipements

Lot 4 : Téléphonie fixe abonnements numériques T2 ou trunk SIP, services et communications

- Abonnements numériques T2 ou trunk SIP, services et communications

Lot 5 : Réseaux VPN IP et accès Internet professionnels

- Abonnements réseaux privé virtuel (VPN IP)
- Abonnements accès Internet professionnels
- Services associés

La convention constitutive du groupement de commandes prendra effet à compter de sa date de notification par la Métropole du Grand Nancy aux membres du groupement, jusqu'à la date d'échéance des marchés publics en résultant.

PROPOSITIONS

Vu l'avis de la commission urbanisme opérationnel et patrimoine en date du 15 septembre 2021, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes et d'autoriser l'adhésion à un tel groupement pour les lots n° 1, 2, 3 et 5 ;
- d'acter la désignation de la Métropole du Grand Nancy comme coordonnateur dudit groupement, en vue de la passation des marchés publics conformément aux règles de fonctionnement prévues par la convention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ;
- de donner mandat au représentant légal de la Métropole du Grand Nancy pour signer au nom et pour le compte de la ville d'Essey-lès-Nancy les marchés publics à intervenir et tout acte y afférent ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte dans le cadre de l'exécution des marchés publics à intervenir ;

- d'autoriser le versement d'une participation aux frais de fonctionnement du groupement tel que prévus par la convention constitutive du groupement de commandes.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

15°) Opération « Commune Nature » : signature d'une charte avec la Région Grand Est

Rapporteur : Mme MALARY

EXPOSÉ DES MOTIFS

Des pesticides, utilisés pour le désherbage des « zones non agricoles » (parcs, jardins, voiries, ...), sont régulièrement détectés dans les eaux superficielles et souterraines et constituent une source de pollution importante en raison de nombreuses surfaces imperméables qui facilitent le transfert des molécules vers la ressource en eau. Des diagnostics sur la qualité des eaux souterraines régulièrement établis ont mis en évidence que la pollution des eaux souterraines par les produits phytosanitaires constitue un facteur de déclassement important de la qualité des ressources en eau et notamment des captages d'eau potable.

La Région Grand Est et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse souhaitent mettre à l'honneur les collectivités engagées dans une démarche respectueuse de l'environnement contribuant à la préservation de la ressource en eau et à la sauvegarde de la biodiversité.

Dans ce cadre, il est donc proposé de concourir à la distinction « Commune Nature » en participant à une future campagne d'audit, qui permettra d'illustrer et de valoriser le degré d'avancement de la commune dans les pratiques d'entretien de ses espaces publics.

La participation à cette démarche sera formalisée par la signature d'une charte d'entretien et de gestion des espaces communaux publics.

PROPOSITIONS

Vu l'avis de la commission urbanisme opérationnel et patrimoine en date du 15 septembre 2021, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'inscrire la commune à l'opération de distinction « Commune Nature » au titre de la démarche « Eau et Biodiversité », mise en œuvre par la Région Grand Est,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la charte correspondante et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

M. RIFF prend la parole :

« Monsieur le Maire,

Là aussi nous en avons discuté assez longuement en commission. Je crois que cette charte et ses implications pour notre commune vont dans le bon sens dans la mesure où les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans la préservation de la nature, bien que cela ne leur soit pas toujours suffisamment reconnu – les projecteurs étant trop souvent braqués sur les grandes politiques publiques nationales.

On peut toutefois noter une évolution puisque différentes manifestations dont la COP 15 Biodiversité qui se tiendra en Chine en cette fin d'année et au début de l'année prochaine tendent à reconnaître désormais aux collectivités un rôle primordial, tant sur les initiatives et actions concrètes qu'elles initient que sur leur capacité à concerter, fédérer et mobiliser les acteurs de terrain, à la bonne échelle de décision.

Il nous appartient tous d'agir plus fortement encore, notamment en raison de l'urbanisation et de l'artificialisation des sols et cette charte en est une étape supplémentaire.

Je vous remercie. »

M. VOGIN indique qu'il ne prendra pas part au vote.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus. A noter que M. VOGIN ne participe pas au vote.

16°) Convention de partenariat avec l'association Grand Nancy Défi'b

Rapporteur : Mme HOUSSIN

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération du 26 septembre 2007, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer la charte partenariale du « CŒUR ».

Cette charte s'inscrit dans le cadre de la prévention de l'arrêt cardiaque et la mise en place de défibrillateur par quartier. Elle précise les engagements des partenaires et les modalités de sa mise en œuvre, notamment la campagne de sensibilisation du grand public, le recrutement des sauveteurs volontaires de proximité (SVP), la formation, l'achat du matériel, la gestion des astreintes, ...

Or, l'association Grand Nancy Défi'b a souhaité renforcer ce partenariat en proposant une convention aux communes partenaires, afin de redynamiser le dispositif de mise en place de défibrillateur par quartier affecté par la crise sanitaire.

Cette convention reprend les engagements énoncés dans la charte du cœur et ses avenants. Elle prévoit que la commune s'engage à prendre en charge l'adhésion des SVP domiciliés sur son territoire, soit 5 € par SVP, étant précisé

que la ville compte actuellement 26 SVP. La ville d'Essey-lès-Nancy s'était déjà engagée à supporter ce coût par délibération du 14 novembre 2007 qui était fixé à 2 € par adhésion en 2020.

Pour information, la commune a acquis 5 défibrillateurs qui sont mis à disposition des SVP communaux, pour lesquels elle assure un entretien régulier, à savoir le remplacement des électrodes et des batteries. Il est à noter que l'ensemble des établissements recevant du public appartenant à la commune sont équipés de défibrillateurs.

PROPOSITIONS

Vu l'avis de la Commission « citoyenneté et sécurité » réunie le 15 septembre 2021, il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat proposée par l'association Grand Nancy Défi'b relative à la prévention de l'arrêt cardiaque,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer.

M. CHEVARDÉ signale que c'est un bon service pour tous et demande ce qu'il en est des installations de défibrillateurs sur l'espace public.

M. BREUILLE indique qu'il n'est pas envisagé d'installer des défibrillateurs sur le domaine public. Cette année, un déploiement a été opéré dans les écoles élémentaires.

M. ROSSIGNON précise que les Établissements Recevant du Public sont obligés d'avoir des défibrillateurs et qu'il y a alors eu un déploiement de ces équipements sur Porte Verte.

MME CADET ajoute que l'association Grand Nancy Défi'b a repris ses activités qui avaient été suspendues avec la crise sanitaire. Des formations vont avoir lieu.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité les propositions ci-dessus.

17°) Motion en faveur du maintien des liaisons TGV Ouigo Paris-Nancy

Rapporteur : LE MAIRE

EXPOSÉ DES MOTIFS

La décision récente de la SNCF de supprimer d'ici le 15 décembre 2021, les deux dessertes quotidiennes TGV Ouigo Paris-Nancy, est ressentie durement par de nombreux habitants de notre territoire et du Sud Lorrain.

Cette décision si elle venait à être confirmée s'ajouterait à la suspension en 2019, pour causes de travaux à la gare Part-Dieu de Lyon, des liaisons vers le Sud de la France. Elle ne respecterait pas les termes du pacte du TGV Est de 2007 qui définissaient une répartition égale des dessertes entre les villes de Metz et Nancy,

ainsi qu'une desserte directe de dix autres villes de Lorraine. Une telle dégradation de la desserte et de la connexion du bassin de Nancy au reste du territoire national ne sont pas acceptables.

Alors que l'urgence d'une transition écologique partagée par tous les acteurs publics impose de renforcer l'offre de transports alternatifs à la voiture et qu'à cet égard, le train constitue une réponse à cette urgence, une telle annonce est d'autant plus incompréhensible.

Par ailleurs, ces lignes de train à bas coûts permettent à beaucoup de voyageurs, parmi lesquels de nombreux étudiants dont la mobilité est forte, d'effectuer des trajets à des tarifs réduits. Avec plus de 55 000 étudiants, la Métropole du Grand Nancy est la deuxième aire urbaine étudiante de France.

Le directeur général de Ouigo justifie cette décision par la nécessité de préserver un modèle économique qui impose un fort remplissage des trains (1260 places à remplir dans chaque train) alors même que la décision a été prise à l'issue d'une période de crise sanitaire qui a eu pour conséquence de réduire très fortement les déplacements, en particulier ceux des étudiants. La fin de la période de confinement et toutes les restrictions de déplacements qu'elle impliquait va conduire à une reprise des mobilités inter régionales, dont on peut légitimement supposer qu'elle suscite une hausse de fréquentation des trains à bas coûts.

Il est nécessaire de rappeler que l'opérateur Ouigo est un opérateur de la SNCF et que cette dernière, en sa qualité d'entreprise publique, ne doit pas seulement raisonner en matière de rentabilité économique mais bien, avant tout, en matière de qualité de service public et de qualité de desserte de l'ensemble du territoire national. A ce titre, les engagements de la SNCF à « *contribuer au développement et à l'équilibre des territoires* » et à « *déployer une mobilité fluide et de porte à porte partout et pour tous* » doivent être tenus. Ces engagements impliquent également le maintien d'une desserte des principales villes de France à partir de la gare TGV Lorraine.

Certaines situations, telles que les travaux à la gare Part-Dieu de Lyon, ne doivent pas devenir des prétextes futiles pour pérenniser des interruptions provisoires de desserte. Les liaisons du Sud de la Lorraine vers le Sud de la France par les trains de nuit doivent être rétablies. Si des alternatives pour les destinations plus au sud passent par des connexions avec le territoire de Belfort, il convient de privilégier des lignes conventionnelles telles que la ligne 15 (Toul Dijon) au détriment de lignes à rallonge augmentant le coût et la durée des déplacements.

PROPOSITIONS

Le Conseil Municipal d'Essey-lès-Nancy demande :

- à la SNCF de surseoir à la décision de suppression de la ligne Ouigo Paris-

Nancy ou à défaut de garantir au minimum deux liaisons quotidiennes au même niveau tarifaire que la gamme Ouigo, sans conditionnalité ;

- d'ouvrir un dialogue réel et constructif avec les territoires du Sud Lorrain sur ces enjeux de desserte du bassin de Nancy et d'ouverture vers le Sud de la France ;
- à l'État d'assumer son rôle d'actionnaire unique du groupe SNCF et d'intervenir afin de garantir un niveau d'accès et de desserte du bassin de Nancy ne pénalisant pas ces habitants.

M. BREUILLE dénonce un camouflet car la proposition de remplacer l'offre de TGV OUIGO par des tarifs attractifs n'est pas équitable. En 2019, il y avait 11 relations Nancy-Paris. A ce jour il y en a 7 plus 1 assurée par un OUIGO. Avec la disparition de cette dernière, il n'y en aura alors plus que 7. Il exprime une vive colère quant à cette décision unilatérale de la part de la SNCF et signale qu'il est important de revenir à 11 relations.

M. KATZ souligne que la disparition de la ligne a des répercussions internationales car il n'est plus possible de prendre un TGV OUIGO reliant l'aéroport Charles de Gaulle pour prendre un vol international. On nous prive d'un rayonnement international.

M. BREUILLE rappelle que les collectivités locales se sont engagées et ont participé au financement de la gare TGV. Il indique qu'il y a également une forte inquiétude pour les relations Sud-Est avec la suppression en décembre de la desserte Nancy-Lyon via Paris.

M. VOGIN signale que le Conseil municipal avait déjà adopté une motion en 2009 à la fois sur la gare d'interconnexion Lorraine et sur le débouché Sud de la région. Les craintes de l'époque se sont malheureusement révélées justes puisque l'on a observé des suppressions progressives, entre 2009 et ce jour, avec l'absence de train entre Nancy et Lyon direct.

Il ajoute que la proposition actuelle par Belfort est tout bonnement difficilement réalisable avec une correspondance en gare d'Épinal et une seconde en gare de Belfort pour un train allant en Suisse afin de rejoindre la gare d'interconnexion entre Belfort et Montbéliard.

Il fait remarquer que la ligne 15 est "Toul Neufchâteau Culmont-Chalindrey" et non Nancy Dijon. Pour rejoindre le sud depuis Nancy, une autre possibilité est d'utiliser la ligne passant par l'axe Nancy Neufchâteau – Dijon. Cependant, les changements de train pour arriver à destination prennent plus de temps qu'un trajet en voiture. Par ailleurs, la situation pour rejoindre les arcs alpin et méditerranéen, notamment les accès à Lyon, Grenoble et Nice / Italie et Port Bou / Espagne) s'est considérablement dégradé avec le retrait progressif de lignes depuis 2009, notamment si vous souhaitez rejoindre Bordeaux, Toulouse depuis les lignes du sud est de la France.

Il évoque ses interventions en commission mobilité à la Métropole du Grand Nancy au sujet de la proposition d'un arrêt du train de nuit Paris - Vienne (Wien) en Autriche qui va de nouveau rouler dès décembre prochain et passer à Nancy sans arrêt prévu pour l'heure alors que l'horaire serait idéal pour le rayonnement de la Métropole à l'échelle européenne.

M. CHEVARDÉ intervient :

« La place préférée des Français doit bénéficier d'une desserte SNCF à juste niveau. C'est une motion importante. Depuis l'annonce de la suppression des TGV Ouigo, une levée de bouclier unanime des acteurs du Sud Lorraine a vu le jour. Elle est justifiée.

Et les chiffres communiqués par Jean-Pierre Farandou, Directeur général de la SNCF, sont réduits à portion congrue et surtout à vérification car qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

Lors d'une récente émission sur un grand média national, le ton et les arguments employés par M. Farandou à l'égard du président de la métropole appelle à une mobilisation forte.

Si la SNCF a des impératifs d'équilibre économique qui s'imposent au groupe ferroviaire, le gouvernement a fortement soutenu la SNCF avec un abondement à hauteur de 4,7 Milliards d'Euros (dont 1,8 M d'euros sous forme de recapitalisation), grâce au Plan de relance et de Transition écologique. La SNCF est donc redevable en termes de services de l'ensemble des contribuables, qui ont permis cet effort conséquent pour sauver la société.

Rappelons également que le TGV Est est le fruit d'une mobilisation financière des collectivités territoriales. Une première à l'époque.

Derrière le TGV Ouigo, c'est bien sûr un accès à un trajet Nancy-Paris à un tarif bas. Et les offres inouïes ne sauraient se substituer aux conditions tarifaires.

Sur les tarifs bien sûr nous pensons aux étudiants. Mais récemment un jeune entrepreneur me faisait part de son usage du Ouigo pour pouvoir développer ses affaires. Des familles en profitent, des militaires aussi.

Cette motion évoque aussi la situation de la mobilité ferroviaire Nord-Sud ; nous devons trouver des solutions pour rejoindre rapidement Lyon et le sud de la France ; Il ne faudrait pas que les travaux dans la région Rhône-Alpes soit un prétexte.

L'Est-Ouest est important mais nous avons aussi un axe Nord-Sud à défendre. A ce sujet, je me permets de rejoindre totalement la position de Mathieu Klein, jeudi dernier qui invite à rouvrir le débat sur la LGV Rhin-Rhône.

Au lendemain d'une crise sanitaire sans précédent, il est urgent que la SNCF joue son rôle et apporte sa contribution au développement des territoires. Et qu'elle reporte de telles décisions. On le mesure plus que jamais, la mobilité est un accélérateur de croissance ! Essey, au sein de notre métropole et avec son expertise ferroviaire, doit se mobiliser au plus haut niveau. Notre groupe apporte son soutien à cette motion avec force et conviction. »

DÉLIBÉRATION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la motion ci-dessus.

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

- Bilan des opérations estivales conduites dans le quartier de Mouzimpré

M. RIFF prend la parole :

« Monsieur le Maire,

En partenariat avec le Conseil citoyen d'Essey-lès-Nancy, l'association Le Moulin aux étincelles, le Comité Départemental Olympique et Sportif de Meurthe-et-Moselle (CDOS 54) ou encore la fédération des Francas, notre commune et son Pôle Jeunesse ont impulsé cet été un programme d'animations culturelles, ludiques et sportives particulièrement riche et diversifié au cœur du quartier de Mouzimpré.

À travers le dispositif Anime ton quartier !, ce sont ainsi plus d'une dizaine de manifestations qui ont été programmées et qui ont vraisemblablement rencontré, à la lecture des articles relayés par le quotidien local, un succès contrasté au mois de juillet mais davantage avéré au mois d'août.

C'est ainsi que du 23 au 27 août, à quelques jours de la rentrée, nous avons pu apprécier la fréquentation des sessions de soutien scolaire, en écho à une proposition que j'avais formulée avec une représentante de parents d'élèves lors du comité de gestion de la Caisse des Écoles du 1^{er} avril dernier.

Je crois que nous pouvons collectivement remercier Anita, Emma et Aurélien, les trois étudiants qui avaient candidaté auprès de la mairie et qui ont été retenus pour apporter leur concours à cette initiative.

Alors que les jeunes Ascéens ont repris le chemin de l'école, pouvez-vous nous dresser un bilan général de l'opération Anime ton quartier ! et nous exposer les retours des familles ?

Considérant certaines interrogations d'habitants, je me permets d'attirer votre attention sur l'opportunité d'opérer une communication plus large en vue des éditions ultérieures, de sorte à ouvrir ce dispositif à l'ensemble des quartiers de la ville ; certains Ascéens ne résidant pas à Mouzimpré ne sachant pas s'ils pouvaient assister au Cinéma en Plein Air devant l'école Galilée ou faire participer leurs enfants à la Caravane du Sport le 23 août dernier.

Enfin, il n'a échappé à personne que ce programme d'activités était également un moyen de répondre aux incivilités survenues l'été dernier.

En ce sens, j'ai observé qu'une opération visant à dissuader, contrôler et réprimer les rodéos urbains avait été réalisée le vendredi 30 juillet dernier, au pied des immeubles, et qu'une médiation entre la police nationale et des adeptes de cette pratique s'était engagée.

Dans le prolongement de la prise de fonction de la contrôleuse générale Lætitia PHILIPPON, nouvelle Directrice Départementale de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle (DDSP 54) et pour répondre à certaines incivilités persistantes, envisagez-vous d'autres mesures en lien avec les services de l'État afin de garantir la sérénité et la quiétude de Mouzimpré ?

En complément et dans la mesure où cet événement est survenu postérieurement à la transmission de ma question, j'ai appris qu'un panier de basket s'était désolidarisé du sol de la cour de l'école élémentaire Mouzimpré ce vendredi, blessant au passage – mais fort heureusement sans gravité – un enfant qui se trouvait dessous. Pouvez-vous indiquer la cause de cet accident et nous présenter les modalités de contrôle des installations de ce type situées sur la commune qui devraient, semble-t-il, faire l'objet d'un renforcement ?

Je vous remercie. »

M. BREUILLE rappelle en effet que le conseil citoyen a participé au financement de ces activités à hauteur de 3 560 € (3 400 € pour les ateliers des Francas et 160 € pour l'atelier du Moulin aux étincelles). Les animations proposées ainsi que les cahiers de vacances ont en effet connu plus de succès pendant le mois d'août que durant le mois de juillet, ce qui est probablement dû en grande partie aux départs en vacances, au mauvais temps, et à la démotivation des enfants/parents pour l'aide aux devoirs au tout début des grandes vacances scolaires.

Cependant, lors d'échanges avec des parents, ces derniers ont fait part d'une grande satisfaction car l'aide aux devoirs en août a permis chaque jour à 12-15 enfants de réviser et de mieux préparer la rentrée. La fréquentation des groupes était équilibrée 50% filles et 50% garçons.

Ces mêmes familles ont signalé qu'elles ignoraient l'existence d'ateliers pendant le mois de juillet (affiches d'informations déchirées dans les immeubles). C'est en grande partie la présence de notre agent/adulte-relais, identifiée par les enfants du quartier, qui a permis de faire découvrir les différents ateliers de l'été. Nos jeunes étudiants volontaires et engagés dans la démarche ont également grandement contribué à la réussite de ce dispositif.

Concernant les ateliers jardinage, un seul atelier a pu être réalisé avec un groupe d'enfants, et ce essentiellement à cause du mauvais temps. Toutefois, nos équipes ont su s'adapter et proposer d'autres choses : par exemple, un atelier cuisine brochettes de fruits a été réalisé avec un groupe 13 enfants, suivi d'un atelier jeux de société.

Les ateliers sportifs notamment co-organisés avec les Francas ont très bien fonctionné et la Caravane du Sport qui s'est installée le lundi 23 août dans le quartier a connu un franc succès avec plus d'une 30aine d'enfants présents.

Une séance de cinéma en plein air a eu lieu début juillet, installée dans le quartier Mouzimpré et ouverte à tous, et une autre, programmée dans le quartier du Centre a été ajournée pour cause de pluie et doit être reprogrammée prochainement par les Francas. Le film choisi est une sorte de suite qui devait permettre aux spectateurs de venir une fois à Mouzimpré et une autre fois dans le centre, permettant ainsi la sortie et le croisement des publics.

Le programme proposé était riche et varié. Néanmoins, des pistes d'amélioration sont à explorer :

-Anticiper davantage une large distribution des plaquettes d'information, en passant par les écoles ainsi que d'autres partenaires

-Concentrer plutôt les cahiers de vacances durant la semaine précédant la rentrée scolaire, et privilégier les ateliers ludiques au début des vacances (sports, atelier jeux...),
-Augmenter l'offre d'activités sportives qui connaît un succès (VTT, ...)
Ces animations visaient en effet à rendre accessibles des activités pour les enfants de ce quartier et qui n'ont peut-être pas la possibilité de venir jusqu'au Centre de loisirs.

En parallèle, des actions de prévention, coordination des acteurs, de surveillance et de verbalisation ont également eu lieu sur le quartier tout au long de l'été et se poursuivront. M. BREUILLE indique qu'il y a une forte sollicitation des forces de l'ordre sur la commune d'Essey-lès-Nancy et qu'un retour sera fait sur le rapport de la Direction Départementale de la Sécurité Publique.

Il ajoute qu'en ce qui concerne l'accident qui s'est produit à l'école élémentaire Mouzimpré, des contrôles des équipements sportifs sont faits régulièrement. Ainsi, des tests allant jusqu'à supporter 350 kg sont réalisés. Toutefois, cet accident est survenu et n'était absolument pas prévisible car la patère de vis, qui s'est avérée défaillante, était cachée par du ciment et donc invisible, lors du contrôle. Il tient à signaler que ces contrôles des équipements sportifs auront lieu tous les ans au lieu de tous les 2 ans. Il ajoute qu'heureusement l'enfant blessé va bien aujourd'hui.

Pour clore la séance, MME CADET lance un appel pour la campagne liée à Octobre Rose et invite les membres de l'assemblée ainsi que l'ensemble des fonctionnaires qui le désirent à se retrouver devant la mairie, le 17 octobre 2021 à 9h30, afin de rejoindre le stade Raymond Petit.

LA SÉANCE EST LEVÉE A 21H15

**Hubert ROSSIGNON,
Secrétaire de Séance**



**Michel BREUILLE,
Maire**



